



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Labellisation du ministère de la justice 2024-2027

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ)

# **Marché à procédure formalisée de gardiennage et sécurité incendie de l'École Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse**

## **Règlement de consultation (RC)**

Acheteur public :

École Nationale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ)

16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame la Directrice Générale de l'École Nationale de Protection  
Judiciaire de la Jeunesse

**Date limite de dépôt des offres : 21 juillet 2025 à 12h00**



---

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - ACHETEUR PUBLIC .....</b>	<b>4</b>
Article 1.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public .....	4
Article 1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur.....	4
Article 1.3 - Comptable assignataire des paiements.....	4
Article 1.4 - Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues...	4
Article 1.5 - Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus et les questions posées	4
Article 1.6 - Adresse à laquelle les offres/demandes de participation doivent être envoyées.....	4
Article 1.7 - Type d'acheteur public .....	4
<b>ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
Article 2.1 - Lieu d'exécution des prestations .....	5
Article 2.2 - Nomenclature communautaire pertinente (CPV) .....	5
<b>ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
Article 3.1 - Décomposition des prestations en lots.....	5
Article 3.2 - Décomposition en tranches .....	5
Article 3.3 - Durée du marché ou délais d'exécution .....	5
<b>ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
Article 4.1 - Modalités de passation du marché.....	6
Article 4.2 - Durée de validité des offres .....	6
Article 4.3 - Modifications de détail du dossier de consultation .....	6
Article 4.4 - Forme des groupements admis.....	6
Article 4.5 - Visite obligatoire.....	7
<b>ARTICLE 5 – COMPOSITION DES DOSSIERS .....</b>	<b>7</b>
Article 5.1 - Contenu des dossiers .....	7
Article 5.2 - Modalités de retrait des dossiers .....	7
Article 5.3 - Modalités d'accès aux consultations dématérialisées.....	8
<b>ARTICLE 6 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES .....</b>	<b>8</b>
Article 6.1 - Choix du mode de transmission des candidatures et des offres .....	8
Article 6.2 - Exigence d'un mode de transmission non différencié entre la candidature et l'offre.....	8
Article 6.3 - Transmission électronique.....	8
Article 6.4 - Transmission de la copie de sauvegarde.....	11
Article 6.5 - Remise des offres.....	11
<b>ARTICLE 7 – CONTENU DE LA REPONSE DU CANDIDAT .....</b>	<b>11</b>
Article 7.1 - Statut juridique et capacité professionnelle – Références requises.....	11
Article 7.2 - Capacité économique et financière – Références requises.....	12
Article 7.3 - Capacité technique - Références requises .....	12
Article 7.4 - Récapitulatif des pièces à fournir à l'appui de la candidature .....	12
Article 7.5 - Précisions complémentaires.....	12
Article 7.5.1 - Documents et renseignements pouvant être obtenus directement .....	12
Article 7.5.2 - Groupement d'opérateurs économiques .....	13
Article 7.6 - Offre .....	13
<b>ARTICLE 8 – UNITE MONETAIRE.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 9 – LANGUE FRANCAISE.....</b>	<b>14</b>

Article 9.1 - Dossier relatif à la candidature .....	14
Article 9.2 - Dossier relatif à l'offre .....	14
<b>ARTICLE 10 – EXAMEN DES PLIS.....</b>	<b>15</b>
Article 10.1 - Examen des candidatures .....	15
Article 10.2 - Examen des offres.....	15
Article 10.2.1 - Critère 1 : Prix de la prestation .....	15
Article 10.2.2 - Critère 2 : Valeur technique de l'offre proposée .....	15
Article 10.2.3 - Critère 3 : Performance environnementale et responsabilité sociale de l'offre.....	16
Article 10.2.4 - Notation des critères 1 et 3.....	16
<b>ARTICLE 11 – OFFRES IRRÉGULIÈRES, INAPPROPRIÉES OU INACCEPTABLES – OFFRES ANORMALEMENT BASSES .....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 12 – VOIES DE RECOURS.....</b>	<b>17</b>

## **ARTICLE 1 - ACHETEUR PUBLIC**

### **Article 1.1 - Nom et adresse officiels de l'acheteur public**

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ), 16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Cet établissement est une école nationale du Ministère de la Justice.

### **Article 1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur**

Madame la Directrice générale de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse

### **Article 1.3 - Comptable assignataire des paiements**

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur régional des finances publiques, à la Direction régionale des finances publiques Hauts de France et du Nord – 82 avenue Kennedy – BP 70689 59033 Lille - Tél : 03 20 62 42 42 - Fax : 03 20 62 41 19

### **Article 1.4 - Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues**

Pour obtenir tout renseignement complémentaire d'ordre administratif et technique nécessaire à l'élaboration de leur offre, les candidats poseront obligatoirement leurs questions par voie dématérialisée sur le profil acheteur suivant :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les questions devront parvenir au plus tard 7 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à apporter une réponse écrite, et, le cas, à modifier le dossier de consultation, au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique.

Les réponses seront envoyées à l'ensemble des candidats par voie dématérialisée via la plateforme PLACE.

Aucune réponse n'est garantie pour les demandes reçues hors délai.

### **Article 1.5 - Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus et les questions posées**

Il ne sera pas remis de document sous forme papier. Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le profil acheteur précisé à l'article 1.4.

### **Article 1.6 - Adresse à laquelle les offres/demandes de participation doivent être envoyées**

Les offres seront déposées obligatoirement sur le profil acheteur.

(Cf. modalités détaillées à l'Article 6 Conditions d'envoi ou de remise des offres)

### **Article 1.7 - Type d'acheteur public**

Ministère ou toute autre autorité nationale, y compris leurs subdivisions régionales ou locales.



## ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de services de sécurité incendie et de gardiennage du bâtiment de l'ENPJJ, sise au 16 rue du Curoir à Roubaix, et de la résidence, sise au 30 rue des Fabricants à Roubaix.

Ces prestations sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes.

### Article 2.1 - Lieu d'exécution des prestations

Le lieu d'exécution se situe à l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse, 16 rue du Curoir, 59100 ROUBAIX et à la résidence, 30 rue des Fabricants, 59100 ROUBAIX

### Article 2.2 - Nomenclature communautaire pertinente (CPV)

Les références aux nomenclatures européennes (CPC / CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

- 79713000-5 Services de gardiennage
- 75250000-3 Services de lutte contre l'incendie et services de secours
- 79711000-1 Services de surveillance des systèmes d'alarme
- 79714000-2 Services de surveillance

## ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### Article 3.1 - Décomposition des prestations en lots

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent marché est composé d'un lot unique. L'allotissement n'a pas été retenu, car les prestations à réaliser sont techniquement et opérationnellement indissociables, notamment en raison de la nécessité d'assurer une continuité de service, une homogénéité dans la gestion des agents de sécurité sur l'ensemble du site.

Le recours à un lot unique garantit ainsi une meilleure cohérence de l'organisation, une optimisation des moyens humains, et limite les risques de rupture dans la chaîne de sécurité.

### Article 3.2 - Décomposition en tranches

Le présent marché est conclu en tranche unique. Il n'est pas prévu de tranche conditionnelle.

### Article 3.3 - Durée du marché ou délais d'exécution

La date prévisionnelle de début du marché est fixée au 01 novembre 2025 **ou à réception de la notification si elle est postérieure**. Son exécution est soumise à l'envoi au titulaire d'un ordre de service précisant la date de début d'exécution des prestations.

Le marché est conclu **pour une période de 3 ans renouvelable une fois 1 an par demande** expresse du pouvoir adjudicateur à compter de la date de commencement d'exécution du marché.

## **ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION**

### **Article 4.1 - Modalités de passation du marché**

Le présent marché, ayant pour objet des prestations de services de gardiennage et de sécurité, est passé selon une procédure formalisée, conformément aux dispositions des articles R.2124-3, R.2161-12 à R.2161-20 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une procédure concurrentielle avec négociation, ouverte à tout opérateur économique, permettant au pouvoir adjudicateur de négocier les offres remises, conformément à l'article R.2161-21.

À l'issue de la phase d'analyse des candidatures et des premières offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats ayant présenté une offre initiale régulière, notamment sur les aspects techniques, qualitatifs ou financiers de leur proposition. Il se réserve également la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2161-19 du Code de la commande publique.

Les modalités précises de la négociation seront communiquées aux candidats admis à y participer.

### **Article 4.2 - Durée de validité des offres**

Les candidats sont tenus de maintenir leur offre pendant un délai de 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.

### **Article 4.3 - Modifications de détail du dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'administration du dossier ou des pièces du dossier modifié aux candidats ayant téléchargé le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date de remise des offres.

Toute modification du dossier de consultation téléchargé sur le profil d'acheteur fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier ou lors de la demande d'envoi par courriel. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse

Si le téléchargement du dossier s'est fait sans enregistrement des coordonnées du demandeur, les modifications du dossier ne pourront pas lui être transmises.

### **Article 4.4 - Forme des groupements admis**

Chaque membre du groupement devra impérativement fournir un dossier de candidature.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

#### Article 4.5 - Visite obligatoire

Une visite obligatoire des locaux est organisée le 10 juillet 2025 de 14h 00 à 16h 00.

Le Candidat devra nécessairement s'inscrire au plus tard 2 jours à l'avance par courriel aux adresses suivantes : [seloua.matoug@justice.fr](mailto:seloua.matoug@justice.fr) et [christophe.conceicao@justice.fr](mailto:christophe.conceicao@justice.fr) en indiquant dans l'objet :

**« Marché à procédure formalisée d'exécution de prestations de services de sécurité incendie et de gardiennage des bâtiments de l'ENPJJ – Visite du site »**

et en précisant le nom de la personne (ou des personnes) qui participera(ront) à la visite. Maximum deux personnes.

À l'issue de cette visite, une attestation de visite sera remise aux candidats présents, cette attestation devra être jointe impérativement à l'offre du candidat sous peine d'exclusion.

### ARTICLE 5 – COMPOSITION DES DOSSIERS

#### Article 5.1 - Contenu des dossiers

Le dossier de consultation est composé des pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement et ses annexes dont le Bordereau des prix unitaires et la décomposition du prix global et forfaitaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Le Règlement de la Consultation.

#### Article 5.2 - Modalités de retrait des dossiers

Les candidats ont l'obligation de télécharger le dossier de consultation en ligne.

Le D.C.E. est consultable et téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur. L'inscription sur ce profil acheteur est proposée pour télécharger l'ensemble du dossier de consultation des entreprises et pour répondre par voie électronique à cette consultation. Elle permet également aux personnes inscrites d'être automatiquement averties (par courriel) des éventuels compléments ou modifications apportés aux documents déjà téléchargés.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses courriels en temps et en heure.

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, le candidat a la possibilité de retirer le DCE en mode anonyme sur le même profil acheteur. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

**Le téléchargement des dossiers est obligatoire.**

Les avis d'appel public à la concurrence sont consultables sur les sites du BOAMP. et du JOUE, sur le profil d'acheteur : la plateforme des achats de l'État (PLACE) sans aucune contrainte d'identification.

Référence de l'annonce PLACE : **ENPJJ-2025-01.**

Par ailleurs, le fait qu'un opérateur économique ait consulté ou obtenu par voie électronique les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse

adresser sa candidature et son offre sur support papier.

### **Article 5.3 - Modalités d'accès aux consultations dématérialisées**

Les candidats doivent répondre par voie électronique sur la plate-forme précitée.

Le fuseau horaire auquel est rattaché la plate-forme est le suivant : GMT + 1H, CET (Central Europe Time), Brussels, Copenhagen, Madrid, Paris, Rome.

En complément des modalités classiques de déroulement de la consultation, les soumissionnaires téléchargent les documents contractuels et documents additionnels dans leur intégralité et répondent via le profil acheteur.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats informatiques suivants : .docx, .xlsx, .pptx, pdf, html, jpg,

Les soumissionnaires souhaitant candidater renseignent lors du téléchargement des documents, la raison sociale de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin de bénéficier, en tant que de besoin, de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation en particulier les éventuelles précisions et réponses aux questions.

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES**

### **Article 6.1 - Choix du mode de transmission des candidatures et des offres**

Les dossiers des candidats sont transmis par voie dématérialisée sur le profil acheteur, permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité.

### **Article 6.2 - Exigence d'un mode de transmission non différencié entre la candidature et l'offre**

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent déposer leur candidature par voie électronique. En cas de mode de transmission différencié, les candidatures et offres concernées seront rejetées par le pouvoir adjudicateur.

### **Article 6.3 - Transmission électronique**

#### Conditions et modalités de transmission

Dès lors qu'ils ont choisi de déposer leur offre par transmission électronique, les candidats à la présente procédure de marché public doivent se connecter au profil acheteur. La procédure de dépôt des plis est détaillée sur ce site. Tous les prérequis techniques éventuellement nécessaires y sont mentionnés.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il devra au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet.

Schématiquement, le soumissionnaire constitue son pli, le date, et le dépose sur le profil acheteur.

#### Signature électronique

Aucune signature électronique n'est requise

## ATTENTION !

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public.

La personne publique pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

### Copie de sauvegarde

Les dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2009 publié au J. O n° 0295 du 20 Décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés s'appliquent. En cas de remise de leur candidature ou de leur offre par voie dématérialisée, le candidat peut envoyer une copie de sauvegarde sur support électronique dans les conditions fixées par cet arrêté. Toute offre ou candidature reçue sur support électronique qui ne comporte pas la mention

« copie de sauvegarde » et qui émane d'un candidat ayant également remis une offre ou une candidature par voie électronique, est réputée n'être jamais arrivée. Le soumissionnaire s'engage, notamment dans le cas où son offre est retenue, à accepter la rematérialisation conforme sous forme papier de tous les documents constitutifs à valeur contractuelle. A ce titre, il s'engage également à ce que la personne physique auteur de leur signature électronique procède à leur signature manuscrite sans procéder à la moindre modification de ceux-ci et les renvoie à la personne publique sous cette forme.

Il sera fait application de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics et aux articles 5 à 7 de l'arrêté du 28 août 2006 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés.

Il s'engage également à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli électronique,
- Lorsque le pli électronique n'a pas pu être ouvert par le pouvoir adjudicateur.

Sans préjudice des dispositions prévues ci-dessus relatives à la copie de sauvegarde, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule sera ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

### Formats de document recommandés par le pouvoir adjudicateur

Les formats autorisés pour remettre les candidatures et les offres sont les suivants :

- Format Word : .doc ou .docx
- Format Excel ; .xls ou .xlsx
- Format PDF : .pdf (non crypté)
- Format Powerpoint : .ppt ou .pptx
- Format LibreOffice : .odt - .ods - .odp
- Format RTF : .rtf

- Format compressé : .zip
- Format HTML : .html
- Format image ou photo : .jpg ou .tif

Les fichiers seront nommés de la manière suivante :

**« Nom\_du\_candidat-nom\_du\_document.extension ».**

Les bordereaux des prix seront complétés et transmis au format .xls, .xlsx, .ods ou compatible, et le ou les mémoires justificatifs, au format .doc, .docx, .odt ou compatible, ou pdf non crypté.

Il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus connus.

Le mandataire d'un groupement d'entreprises assume seul la sécurité et l'authenticité des informations transmises par le groupement candidat.

Les candidats qui recourent à un format autre que ceux listés ci-dessus devront, sous peine d'irrecevabilité des candidatures et des offres concernées, mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur les moyens de lire les documents en question.

S'il s'avère qu'aucun des documents de candidature transmis au pouvoir adjudicateur ne peut être ouvert et lu par celui-ci, la candidature concernée sera rejetée, sous réserve des développements ci-dessus relatifs à la copie de sauvegarde.

#### Documents électroniques dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur

Dans le cadre de la présente consultation et lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet, de sa part, d'une tentative de réparation. Il en ira de même des copies de sauvegarde transmises par le candidat, le cas échéant, sur support physique électronique.

Le pouvoir adjudicateur conserve la trace de la malveillance du programme.

Toutefois, pour un document électronique susmentionné relatif à une candidature, le pouvoir adjudicateur pourra décider de demander à l'opérateur économique de procéder à un nouvel envoi du document, qui devra être transmis au pouvoir adjudicateur selon des modalités identiques à celles initialement retenues par le candidat.

S'il s'avère qu'un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans chacun des documents de candidature qui lui sont transmis, la candidature concernée sera rejetée, sous réserve des développements ci-dessous relatifs à la copie de sauvegarde.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu, de sa part, à l'ouverture de la copie de sauvegarde, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les développements du présent article valent également pour la copie de sauvegarde transmise par un candidat sur support physique électronique et dans laquelle un programme malveillant serait détecté.



#### Article 6.4 - Transmission de la copie de sauvegarde

Les copies de sauvegarde seront transmises contre récépissé, les jours ouvrés aux heures précisées ci-dessous à l'adresse précisée ci-dessous.

Le pli portera l'intitulé de l'appel d'offres auquel il se rapporte et la mention « **ne pas ouvrir** », conformément au modèle ci-dessous :

Nom de la société présentant une réponse

École nationale de protection judiciaire de la jeunesse (ENPJJ) – Département Affaires financières - 16 rue du Curoir – 59052 Roubaix

Offre pour : Marché à procédure formalisée d'exécution de prestations de services de sécurité incendie et de gardiennage des bâtiments de l'ENPJJ

**"NE PAS OUVRIR avant la séance d'ouverture des plis"**

En cas de distribution par porteur (type « Chronopost », « FEDEX », « DHL », etc.), ou en cas de dépôt par le candidat lui-même, les candidats veilleront à ce que leur pli parvienne à l'adresse ci-dessus du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 12 h et 13 h 30 à 17 h 30.

#### Article 6.5 - Remise des offres

Les offres devront parvenir avant la date et heure limite de réception portées sur la page de garde du présent règlement de la consultation. Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limite, ne seront pas retenus.

Dans tous les cas, un candidat ne pourra pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

Il est rappelé que le soumissionnaire doit transmettre son offre une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule sera ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres (article R2151-6 du code de la commande publique).

### ARTICLE 7 – CONTENU DE LA REPONSE DU CANDIDAT

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en raison de condamnations pénales ou de non- respect des obligations sociales et fiscales imposées par les textes en vigueur ou qui produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées à l'article suivant ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

#### Article 7.1 - Statut juridique et capacité professionnelle – Références requises

Pour la présentation de leur candidature, les opérateurs économiques peuvent utiliser :

- Soit la lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (imprimé DC1) et la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (imprimé DC2), formulaires téléchargeables sur le site :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Soit le Document Unique de Marché Européen,  
<https://ec.europa.eu/tools/espd/response/eo/procedure>

### **Article 7.2 - Capacité économique et financière – Références requises**

Il est demandé aux candidats de fournir une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Le fait de remplir la rubrique F1 du DC2 est suffisant.

### **Article 7.3 - Capacité technique - Références requises**

Il est demandé aux candidats de fournir :

- Une présentation d'une liste des principales fournitures et services de gardiennage et de sécurité effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut par une déclaration de l'opérateur économique.
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation des marchés de même nature.

### **Article 7.4 - Récapitulatif des pièces à fournir à l'appui de la candidature**

Sous peine d'exclusion de la consultation, le candidat devra fournir les pièces suivantes à l'appui de sa candidature :

- La lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (DC1 version du 26/10/2016 ou ultérieure) ou document équivalent,
- La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 version du 26/10/2016 ou ultérieure), présentant les chiffres d'affaires des 3 derniers exercices, les références et les moyens de la société, ou document équivalent,
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,
- Les principales références des trois dernières années (montant, date, destinataire) et les moyens de la société.
- La personne habilitée à engager le candidat

### **Article 7.5 - Précisions complémentaires**

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas fixer de niveaux minimaux de capacité.

#### **Article 7.5.1 - Documents et renseignements pouvant être obtenus directement**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations



nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats indiqueront donc le cas échéant dans leur dossier de candidature :

- les informations nécessaires à la consultation de l'organisme officiel ou de l'espace de stockage numérique
- la liste des documents qui seront consultables.

#### **Article 7.5.2 - Groupement d'opérateurs économiques**

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement d'entreprises, de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public. Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Dans les deux formes de groupements mentionnées ci-dessus, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés au présent règlement de la consultation.

#### **Article 7.6 - Offre**

Elle contient les pièces suivantes :

##### **Pièces contractuelles :**

- A. L'acte d'engagement du candidat et ses annexes :**
1. bordereau des prix unitaires
  2. décomposition du prix global et forfaitaire
  3. modèle de Déclaration de sous-traitance

**La signature de cet acte d'engagement porte acceptation sans aucune réserve de toutes les autres pièces constitutives du marché énumérées à l'article 5 du cahier des**

clauses administratives particulières. Il n'est donc pas utile de fournir copie du CCTP ou du CCAP ;

- B. Le mémoire technique détaillé établi par le candidat et comportant les informations permettant de juger les critères de choix indiqués ci-après ;**

**L'ensemble du mémoire technique ne pourra dépasser 30 pages (pages de titre, sommaire et annexes non comptés). Des annexes techniques complémentaires pourront être fournies. En cas de dépassement de ce nombre de pages, la partie du document au-delà de la 50<sup>ième</sup> page ne sera pas lue.**

- C. L'attestation de visite** qui sera remise aux candidats à la fin de la visite (Cf. Article 4.5)

Les pièces A, B et C sont obligatoires. Leur absence ou le caractère incomplet de ces pièces entraînera nécessairement le rejet du candidat, pour non-conformité au présent règlement de consultation rendant l'offre irrecevable.

### **Mémoire technique**

Ce mémoire comportera des éléments démontrant la conformité de l'offre au cahier des charges et des éléments pour le jugement de l'offre.

Le mémoire technique comportera en particulier les informations nécessaires au jugement de l'offre, comme précisé dans les sous-critères techniques et environnementaux à l'article 10.2.2 et 10.2.3.

À noter que les **critères de choix sont jugés sur la base du mémoire technique**. D'où le soin que le candidat doit apporter à la constitution de cette pièce du marché. La remise d'un mémoire justificatif qui ne comporterait pas les critères demandés ci-dessous et, plus généralement, la remise d'une offre incomplète par rapport aux éléments cités entraînerait une notation basse de l'offre du candidat.

## **ARTICLE 8 – UNITE MONETAIRE**

L'unité monétaire du marché est l'euro.

## **ARTICLE 9 – LANGUE FRANCAISE**

### **Article 9.1 - Dossier relatif à la candidature**

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Article 9.2 - Dossier relatif à l'offre**

Tous les documents constituant, accompagnant, ou cités à l'appui de l'offre doivent être rédigés en français. Tous les courriers adressés à l'administration doivent également être rédigés en français.

## ARTICLE 10 – EXAMEN DES PLIS

### Article 10.1 - Examen des candidatures

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions de l'article 7 sont éliminées. Les candidats non retenus en sont informés.

L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

### Article 10.2 - Examen des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

- 1er critère : **35%** : Prix de la prestation
- 2ème critère : **55%** : Valeur technique de l'offre
- 3ème critère : **10%** : Performance environnementale et responsabilité sociale de l'offre.

#### Article 10.2.1 - Critère 1 : Prix de la prestation

L'évaluation du prix de la prestation portera sur le prix global de l'offre proposée pour 1 an.

Les offres seront classées en fonction :

- De l'évaluation du prix global de la prestation pour 1 an : **25%**.
- Du prix moyen horaire SSIAP 1 et SSIAP2 cumulés : **10%**.

#### Article 10.2.2 - Critère 2 : Valeur technique de l'offre proposée

L'évaluation de ce critère portera sur 4 sous critères :

- Organisation de la prestation : **20%**
- Moyens humains dédiés à la prestation : **15%**
- Moyens matériels utilisés : **10%**
- Suivi et contrôle de la prestation : **10%**

Pour chaque sous-critère, les éléments d'analyse sont les suivants :

- Sous critère 1 : Organisation de la prestation : 20%
  - o Mise en place et organisation des surveillance poste de sécurité et résidences (rondes, sécurités incendie, assistance à personne, ouverture et fermeture du site)
  - o Méthodologie et moyens mis en œuvre pour garantir la sécurité sur les sites et des

personnels.

- Contrôles d'accès du site (badges, contrôles visuels, professionnels, visiteurs et sous-traitants)
- **Sous-critère 2 : Moyens humains dédiés à la prestation : 15%**
  - Organigramme, répartition et nombre des effectifs, qualification des agents, personnel d'encadrement,
  - Organisation et gestion du personnel (gestion des absences, modalités de remplacement des agents en cas d'absence).
  - Identification de la qualification du personnel
- **Sous-critère 3 : Moyens matériels utilisés : 10%**
  - Description et adéquation qualitative et quantitative de l'outillage, du matériel et des équipements techniques (utilité, usage, année de mise en service, nombre, etc...)
  - Modalités d'organisation, de gestion et d'entretien des locaux mis à disposition.
- **Sous-critère 4 : Suivi et contrôle de la prestation : 10%**
  - Outils, documents et procédures mis en œuvre pour assurer le suivi et le contrôle des prestations (main courante électronique, comptes rendus/rapports, etc...),
  - Organisation des rendus de compte avec les services compétents de l'École nationale de protection judiciaire de la jeunesse.

#### ***Article 10.2.3 - Critère 3 : Performance environnementale et responsabilité sociale de l'offre***

L'évaluation de ce critère portera sur les mesures prises pour réduire les impacts environnementaux liés à l'utilisation du matériel, notamment sans que cette liste soit limitative :

- Actions proposées en matière de préservation des ressources et la protection de l'environnement : **5%**
- Les actions de responsabilité sociale mise en œuvre dans l'entreprise : **5%**

#### ***Article 10.2.4 - Notation des critères 1 et 3***

Chacun de ces éléments sera apprécié en appliquant aux points maximums de chaque sous-critère le coefficient suivant :

- Très satisfaisant : 5 - Le candidat propose une organisation ou méthode et/ou des moyens garants de la bonne exécution et de la qualité du service, qui présente des avantages significativement supérieurs aux autres candidats.
- Satisfaisant : 4 - Le candidat propose une organisation ou méthode et/ou des moyens garants de la bonne exécution et de la qualité du service.
- Passable : 3 - Le candidat propose une organisation ou méthode et/ou des moyens qui n'apportent pas de garantie de la bonne exécution et la qualité du service.
- Insatisfaisant : 2 - Le candidat propose une organisation ou méthode et/ou des moyens susceptibles de générer des dysfonctionnements dans la réalisation et la qualité du service.
- Très insuffisant : 1 – Le candidat propose une organisation ou méthode partielles et/ou des moyens ne répondant pas à l'exécution attendue dans la réalisation et la qualité du service.
- Absence de réponse : 0 – Le candidat n'a fourni aucune information dans le mémoire

technique.

**Les offres seront analysées selon les critères de jugement ci-dessus. Au final, le classement des offres fera apparaître l'offre la plus pertinente.**

**La consolidation des notes obtenues pour les 3 critères permettra de classer les offres des différents candidats.**

#### **ARTICLE 11 – OFFRES IRREGULIERES, INAPPROPRIEES OU INACCEPTABLES – OFFRES ANORMALEMENT BASSES**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la Commande Publique (CCP)

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152 1 et L.2152 4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152 1 du CCP.

#### **ARTICLE 12 – VOIES DE RECOURS**

Les voies de recours offertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L551-1 et suivants du code de justice administrative, avant la signature du contrat,
- Référé contractuel prévu aux articles L551-13 et suivants du CJA, dans les délais prévus à l'article R551-7 du CJA, après la signature du contrat,
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique".

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

La personne mentionnée pour les renseignements administratifs à l'article 1.2

**Instance chargée des recours :**

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lille :

5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS62039 - 59014 LILLE CEDEX

Tél : +33 3 20 63 13 00 Fax : +33 3 20 63 13 47 - Email : greffe.ta-lille@juradm.fr



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*